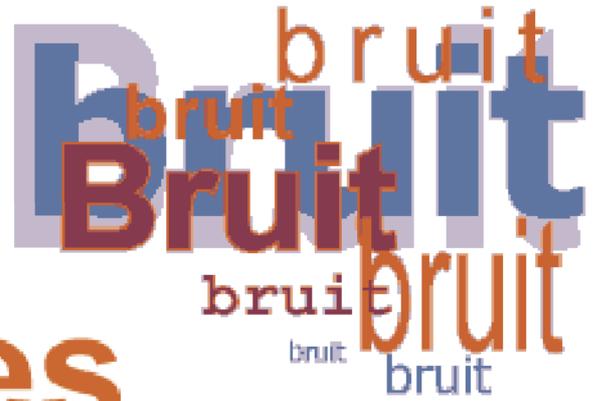


# Les fiches pratiques



## Etablissements recevant du public

Le fonctionnement des établissements débitant des boissons alcoolisées obéit à une réglementation préfectorale. Celle-ci fixe des horaires d'ouverture tardive. Il faut préciser que cette autorisation ne donne pas le droit de faire du bruit.

Le préfet est habilité à prendre un arrêté de fermeture pour une durée qui ne peut excéder 6 mois «en vue de préserver l'ordre, la santé ou la moralité publique».

Le maire peut fixer des horaires plus stricts. Les salles communales ne relèvent pas du code des débits de boisson mais du pouvoir de police du maire (art. L-131-2) et de l'article L-2 du code de la santé publique.

Le décret n° 98-1143 du 15 décembre 1998 prévoit que les établissements recevant du public et diffusant à titre habituel de la musique amplifiée, doivent limiter le niveau sonore à l'intérieur (105 dB (A) en niveau moyen) et effectuer des travaux d'isolation acoustique pour protéger les habitations mitoyennes.

### Les démarches amiables

Allez trouver l'exploitant de l'établissement ou le maire pour :

- le prévenir et l'inviter chez vous à venir écouter le bruit que l'établissement provoque,
- lui demander le respect ou la modification des horaires,
- lui conseiller une isolation,
- lui proposer d'acquiescer un régulateur de niveau sonore.

Si l'exploitant ne tient pas ses engagements, écrivez-lui une lettre simple lui rappelant vos démarches précédentes, les résolutions prises et enfin la réglementation qui s'applique à votre problème.

Gardez une photocopie du document.

Ensuite envoyez-lui une lettre recommandée avec accusé de réception en lui rappelant votre précédent courrier et la réglementation en vigueur. Il ne faut jamais laisser sous-entendre la moindre menace.

A ce stade vous pouvez fixer un délai à la suite duquel on se réservera la possibilité d'utiliser les voies de droit.

Tapez votre missive à la machine.

Deux semaines nous semblent suffisantes entre les deux lettres.

### Les démarches administratives

Votre voisin ayant refusé toute discussion, et après lui avoir envoyé vos courriers, vous pouvez vous adresser à la mairie du lieu de la gêne.

Le maire est garant de la tranquillité publique en matière de bruit dans le cadre de ses pouvoirs de police. C'est le service communal d'hygiène et de santé qui, lorsqu'il existe, va recevoir votre plainte, effectuer les démarches et constats nécessaires (rencontre du voisin bruyant, rappel de la réglementation, tentative de conciliation...).

Les agents communaux assermentés peuvent dresser des procès-verbaux après enquête, sans nécessité de recourir à une mesure du bruit. Ceux-ci seront transmis au procureur de la République.

Dans le cas du tapage nocturne, il vous suffit de vous adresser au commissariat (ou à la gendarmerie) qui peut constater l'infraction sans mesurage et dresser un procès-verbal immédiatement.

Le cheminement de la plainte reste le même.

### Les démarches judiciaires

Il existe deux procédures :

- La procédure civile qui permet au Tribunal Civil d'ordonner la cessation du trouble et le versement de dommages-intérêts,

- La procédure pénale qui permet au Tribunal Pénal d'infliger une amende à l'auteur du bruit et de vous octroyer des dommages-intérêts si vous vous portez partie civile.

Ces démarches sont détaillées dans la fiche Procédures.

## Exemples de jurisprudence

*Tribunal de Police de Montmorency, 15 janvier 1980.*  
L'exploitant d'un bar est condamné à payer une amende de 160 F et 2 000 F de dommages-intérêts aux riverains, en raison des bruits de musique et allées et venues des clients.

*Cour d'Appel de Paris, 7e chambre A, 29 février 1981.*  
La cour ordonne à un bar de cesser «après 22 heures tout bruit susceptible de créer chez les copropriétaires de l'immeuble une émergence de 3 décibels».

*Tribunal Administratif de Caen, 29 octobre 1985.*  
La commune de Thury-Harcourt a été condamnée à payer 10 000 F de dommages-intérêts en raison des manifestations nocturnes organisées dans la salle des fêtes.

*Tribunal Administratif de Lille, 7 mai 1986.*  
La commune de Vimy est condamnée à payer 60 000 F de dommages-intérêts à un couple de riverains de la salle des fêtes, en raison des troubles occasionnés par son fonctionnement.

## Derniers conseils

On peut faire appel aux conciliateurs. Ce ne sont pas des juges mais des personnes qui offrent leurs bons offices pour tenter de trouver un terrain d'entente. Pour les contacter, renseignez-vous auprès de votre mairie.

Il est utile de se constituer des preuves telles que attestations de témoins, constats d'huissier, mesures acoustiques, photographies.

Les enregistrements sonores effectués par vous-mêmes ne sont pas valables.

## Adresses utiles

**Ministère de l'Environnement**  
**Mission Bruit**  
20, avenue de Ségur  
75007 PARIS  
Tél. : 01 42 19 15 40

**ADVTV**  
Association de défense  
des victimes de troubles de voisinage  
Emile PERRIER  
18, rue des Forges  
88390 UXEGNEY  
Tél. : 04 76 36 55 39  
06 89 35 13 35 (lundi 18h à 20 h)  
<http://nuisances.advtv.free.fr>

**Comité des victimes du bruit et de la pollution**  
Thierry OTTAVIANI  
Jean-CLaude DELARUE  
37, bld Saint Martin  
75003 PARIS  
Tél. : 01 45 87 82 45  
[www.sos-bruit.com](http://www.sos-bruit.com)

**Ligue française contre le bruit**  
M. JACOB, Mme PAULZE D'IVOY  
20 avenue de l'Opéra  
75001 PARIS  
Tél. : 01 42 96 99 84

**GIAC**  
Groupement des ingénieurs acousticiens  
Maison de l'Ingénierie  
3, rue Léon Bonnat  
75016 PARIS  
Tél. : 01 44 30 49 43

**CLCV**  
Confédération de la consommation, du logement et du cadre de vie  
Dorothee QUICKERT-MENZEL  
17, rue Monsieur  
75007 PARIS  
Tél : 01 56 54 32 10  
Fax : 01 43 20 72 02  
<http://www.clcv.org>

**CIDB**  
[www.bruit.fr](http://www.bruit.fr)



Centre d'Information et de  
Documentation sur le Bruit  
12, rue Jules Bourdais  
75017 PARIS  
tél. : 01 47 64 64 64  
fax : 01 47 64 64 65  
[www.bruit.fr](http://www.bruit.fr)